

LES PREMIERS JOURS APRÈS LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL EN BIÉLORUSSIE

[texte revu par Wladimir Tchertkoff](#)

Institute of Radiation Safety

BELRAD

**Институт радиационной
безопасности**

2 Marussinsky pereulok, 27
220053 Minsk, Belarus
Tel. (375-17) 289-03-83, Fax 289-03-87

Республика Беларусь 220053 г.Минск,
2 Марусинский переулок, 27
Тел. (375-17) 289-03-83, факс 289-03-87

e-mail: belrad@nsys.by

Par V.B.Nesterenko, alors directeur de l'Institut de Production de l'Énergie Nucléaire de l'Académie des sciences de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie¹⁾, constructeur général de la centrale nucléaire mobile "Pamir".

J'ai été informé de la catastrophe Survenue à la centrale nucléaire de Tchernobyl dans la matinée du 28 avril, à Moscou (au Kremlin), au cours d'une mission à la Commission militaro-industrielle du Conseil des Ministres de l'URSS. J'étais allé à Moscou pour prendre des décisions urgentes pour l'Institut de la Production d'Énergie Nucléaire (ensuite Institut ou IEN) à propos de la centrale nucléaire mobile²⁾ en cours de construction. On m'a fait part d'un incendie survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ma première réaction : téléphoner à l'Institut et donner l'ordre de mettre en œuvre la Procédure de Protection Civile destinée à protéger la population en cas d'accident nucléaire. Cela a été fait. Le deuxième coup de téléphone a été pour le Président de l'Académie des Sciences de Biélorussie, l'académicien N.A. Borissevitch, afin de l'informer des incidences potentielles de l'accident dans les régions du Sud de Biélorussie et de la nécessité d'informer d'urgence les autorités du pays de ce malheur. N.A. Borissevich m'a conseillé de téléphoner au premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Biélorussie, N. N. Sliunkov et de le persuader personnellement de la nécessité de prendre des mesures urgentes pour la protection de la population contre les radiations.

Les coups de téléphone répétés par l'intermédiaire de son adjoint, V.P. Kriouchkov, m'ont permis, au bout d'une heure et demie, d'avoir enfin N.N. Sliunkov au bout du fil. Mon information quant à la nécessité de déterminer rapidement l'intensité des radiations et de procéder à l'évacuation des gens dans une zone de 100 km de rayon autour de la centrale fut étrangement perçue : "Pas de panique. Nous sommes informés de l'incendie ; il a été éteint". Après mes conseils obstinés sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures de protection, la réponse fut : "Reviens à Minsk, nous nous verrons demain matin."

Je suis revenu à Minsk par l'avion de 19 heures. Le chauffeur m'attendait à l'aéroport avec l'équipement nécessaire pour les mesures de radioactivité et nous sommes partis en direction de Bobruisk. 23 km au-delà, dans le coin de Mozyr, on atteignait une dose de 5 000 microrem/heure³⁾ ; au-delà de Kalinkovitch-Khoiniki, plus 18 000 microrem/heure ; Braghin, plus de 30 000. Nous revenons à Mozyr : plus de 10 000 ; Narovlia : 28 000. En cours de route, nous avons prélevé des échantillons de sol sur les accotements, ainsi que de certains produits alimentaires.

Le matin du 29 avril nous sommes revenus à Minsk et j'ai fait analyser les échantillons sur le photogammamètre NOCIA (Finlande) et à 8 heures du matin j'étais au Comité Central, dans l'antichambre de N.N. Sliunkov. Je n'ai toutefois pas été regu. Je suis revenu à l'Institut qui se trouvait dans le bourg de Sosny à 20 km de Minsk. Les résultats de la spectrométrie des échantillons étaient prêts. ils faisaient apparaître une importante contamination du sol et des produits alimentaires par des radio-nucléides. Il était urgent de prendre des mesures de protection.

Dans le bourg de Sosny (à l'Institut, à l'école, dans le jardin d'enfants), les mesures d'urgence ont été prises : prophylaxie par l'iode, restrictions du déplacement des adultes et des enfants, restrictions alimentaires. À l'Académie des Sciences, le Président a reçu tous les directeurs d'Instituts ainsi que les secrétaires des comités du parti. L'information sur l'accident survenu dans la centrale de Tchernobyl a été donnée, des recommandations sur la protection contre les radiations, la restriction d'aller en forêt, dans les jardins, l'interdiction de baignade, l'interdiction de consommer l'eau des sources. Le Service de Protection contre les Radiation de l'Institut (F. Kokhanov, A.A. Lineva, N.A. Alkhimovich, P.V. Bulyga) s'est donné à fond. Le laboratoire mobile de mesure de la radiation a parcouru Minsk par le chemin d'arrondissement, visité une série de quartiers de la ville et l'information recueillie a été présentée à l'inspecteur sanitaire principal de Minsk. Une information sur l'accident nucléaire et la protection contre les radiations a été donnée à tous les employés de l'Institut encore le 28 avril. Il leur a été recommandé de multiplier auprès de leurs connaissances et des membres de leurs familles l'information quant aux mesures à prendre pour se protéger des radiations.

Au bout d'un certain temps, je me suis à nouveau rendu au Comité Central. Il faisait chaud, dans les rues on vendait les produits alimentaires sur des étals à ciel ouvert (glace, pâtés, viande). Je suis allé au marché central de la ville : là aussi sur la partie non couverte du marché, se vendaient les produits alimentaires. Aucune sauvegarde ! Pendant ce temps, la poussière radioactive tombait du ciel, c'était visible sur les dosimètres.

Le secrétaire du Comité Central, A.T. Kuzmin, tenta par deux fois de m'aider à être reçu d'urgence par N.N. Sliunkov. Je me trouvais dans l'antichambre du Comité Central. On me fit savoir que depuis une heure et demie, notre célèbre poète N.S. Gilevich était reçu par Sliunkov. Je ne tenais plus en place et marchais nerveusement dans la grande antichambre de N.N. Sliunkov. Enfin, vers 17h30, la porte s'ouvrit et Nil Semionovitch Gilevich sortit du cabinet. Nous nous connaissions bien pour nous être rencontrés à Sosny. Il me salua et me dit : "Nous avons si bien examiné avec Nikolai Nikitovich comment développer la culture biélorusse". Je lui ai répondu que je craignais qu'après un tel accident, il ne resterait plus personne pour assimiler notre culture biélorusse. Nil Semionovich ne comprit pas mon message. "Ne vous inquiétez pas, Nikolai Nikitovich m'a fait part de l'incendie à la centrale nucléaire de Tchernobyl, mais le feu a été maîtrisé. Tout va rentrer dans l'ordre" (ce n'est qu'après 1990, lorsque fut levé le secret couvrant les documents relatifs à l'accident de Tchernobyl, lors d'une rencontre au Soviet Suprême, que N.S. Gilevich m'a dit que ce n'est que maintenant qu'il comprenait mes avertissements et mon inquiétude pour la santé des gens dont je lui avais fait part le 29 avril 1986 dans l'antichambre du Comité Central chez N.N. Sliunkov.

J'entrai dans le cabinet de N.N. Sliunkov. L'exposé détaillé que je lui fis sur l'accident survenu à Tchernobyl et sur l'ampleur potentielle des conséquences pour les Biélorusses n'impressionnèrent pas N.N. Sliunkov. "Il ne faut pas provoquer la panique. On m'a fait part de l'accident. Mais le feu a été maîtrisé, on procède aux travaux de remise en état afin que l'activité de la centrale reprenne".

Je continuais à insister sur la nécessité de prendre des mesures extraordinaires. Alors, utilisant sa ligne directe, N.N. Sliunkov téléphona au Président du Conseil des Ministres de Biélorussie, M.V. Kovalev : "Mikhaïl Vassilevich, dans mon bureau se trouve le directeur de l'Institut, Nesterenko, il me donne des informations sur l'accident de Tchernobyl qui diffèrent de celles que nous avons jusqu'ici. Tu le reçois d'urgence". Kovalev lui a répondu qu'il fallait ordonner à Nesterenko de retirer ses dosimètres de la ville pour qu'ils ne sèment pas la panique. Sliunkov insista. "Tu le reçois quand même".

Vers 18h30, je suis entré dans le cabinet du Président du Conseil des ministres de Biélorussie, M.V. Kovalev (c'est lui et lui seul, en tant que Président de la Défense Civile de la République, qui peut introduire l'état d'urgence et notamment ordonner l'évacuation de la population). Dans le cabinet du Président se trouvaient le ministre de la Santé Publique, l'académicien N. Savtchenko, le vice-président

du Conseil des Ministres, N. Mazai, le Chef d'état-major de la Défense Civile de la République, le Général-commandant Grichaguin, l'inspecteur sanitaire principal de Biélorussie, Pivtchenko, le vice-ministre de la santé publique Kondrusev, le président du Conseil Municipal de Minsk, N.I. Mikhassev. Sur la table se trouvaient des cartes d'état-major portant des flèches indiquant la diffusion de la radiation à partir de Tchernobyl.

M.V. Kovalev me posa la question suivante : "Que voulez-vous nous annoncer ?". J'ai répété ce que je venais de dire à N.N. Sliunkov précédemment quant à l'ampleur de l'accident, aux conséquences possibles de cet accident nucléaire pour les habitants de Biélorussie, la nécessité d'un suivi détaillé de l'irradiation, la nécessité d'un suivi médical des habitants du Sud de la Biélorussie, la nécessité d'une prophylaxie par l'iode. L'ingénieur principal de notre Institut, M.F. Kokhanov, avait rendu visite, la veille, à l'inspecteur sanitaire principal de la ville et l'avait persuadé de préparer 700 kg de solution d'iode et de l'introduire dans l'eau potable aux stations de chloration et dans le lait des laiteries. Mais cela nécessitait la décision du Président de la Défense Civile de la République.

J'ai commencé par exposer où en était l'irradiation en Biélorussie : le matin du 28 avril 1986, les experts de protection radiologique de l'Institut ont mesuré une dose de 3 000 microrem/heure à Sosny et le soir du 29 avril, 800 microrem/heure près du bâtiment du Comité central du PC et du Conseil des ministres. J'ai proposé de prendre la décision d'entreprendre une prophylaxie de la population par l'iode⁴), de limiter la vente des produits dans la rue, d'ordonner la fermeture de la partie non couverte des marchés, d'éviter la participation des enfants à la manifestation du Premier Mai. Pendant ce temps, depuis la pièce voisine, le ministre de la Santé Publique, N. Savchenko, téléphonait à L. A. Ilin, directeur de l'institut de Biophysique à Moscou pour lui demander son avis sur mes propositions. La réponse fut la suivante : il n'est pas nécessaire de se dépêcher, il n'y a pas lieu de procéder à une évacuation.

Sur la base de cette information, M.V. Kovalev me conseilla de ne pas semer la panique, de retourner à l'Institut à Sosny, quant aux mesures de protection, le Gouvernement saura les prendre par lui-même. J'ai répondu que pour ce qui est des mesures de radioprotection à Sosny, je n'avais besoin d'aucune instruction : la prophylaxie par l'iode, et les mesures restrictives du séjour en plein air des gens, particulièrement des enfants, y étaient déjà prises.

De toutes mes propositions, seule celle de laver les rues avant le défilé fut retenue.

Le matin du 29 avril, la lettre à N.N. Sliunkov dans laquelle j'exposais toutes mes propositions fut communiquée au Comité Central. Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, l'academicien V.A. Legassov m'a appelé sur la ligne directe du Gouvernement pour une consultation quant à la possibilité d'introduire de l'azote liquide dans la zone active du réacteur. En effet, il s'est trouvé qu'à l'époque, parmi toutes les organisations nucléaires de l'Union Soviétique, notre réacteur scientifique IRT-5000 était le seul où l'on avait une expérience de l'azote liquide introduit au cœur du réacteur. Chez l'academicien B.B. Boïko, à l'institut d'Energie Nucléaire, on avait expérimenté de travailler avec l'azote liquide mis en contact avec le combustible nucléaire dans le canal en boucle. La seule question était : n'y aura-t-il pas une nouvelle explosion au contact de l'azote liquide avec le combustible nucléaire ? Je téléphonai dans la nuit à Boïko, reçus confirmation qu'il n'y aurait pas d'explosion et le fis savoir à V.A. Legassov. V.A. Legassov me fit savoir qu'on enverrait un hélicoptère me chercher, qu'il serait vers minuit à côté de Jdanovitchi, non loin de ma maison de campagne. Il m'a dit qu'il avait un ordre du ministre des Industries Mécaniques moyennes, E.P. Slavski, et l'accord du chef des troupes de génie du ministère de la défense (Minoborona) pour le transfert du spectromètre de notre centrale nucléaire "Pamir" pour servir à bord de l'hélicoptère à estimer la radiation sur le site de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Notre vol en compagnie de V.A. Legassov, du pilote et du navigateur de l'hélicoptère, au-dessus du réacteur en feu, pendant cette nuit terrible, mérite un récit à part. Quant à ses conséquences sur ma santé j'en paye encore le prix pendant toutes les années qui ont suivi.

Après mon retour à l'Institut le soir du 29 avril 1986, j'ai rédigé le compte-rendu à N.N. Sliunkov et il a été transmis, par courrier spécial, le 30 avril, au Comité Central. Le contenu de cette note, la correspondance de l'Institut de l'Énergétique Nucléaire avec le Gouvernement de Biélorussie, les lettres au ministère de la Santé⁵⁾, au centre Hydrométéorologique de l'URSS, et au Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique (4 volumes de 250 pages chacun) ont été mis à la libre disposition du public, suite à la décision prise lors de la première session du Soviet Suprême de l'URSS de lever le secret sur tous les documents relatifs à l'accident de Tchernobyl, et ont été publiés dans mes articles "Le secret sera-t-il révélé ?" et "Chronique de la catastrophe de Tchernobyl" dans le journal La Source (Rodnik) N° 5, 6, 7 en 1990.

Le 3 mai, avec des membres du Comité de direction de notre Institut (M.F. Kokhanov, A.A. Lineva, N.A. Alkhimovich), je me suis rendu dans la région de Tchernobyl de l'oblast⁶⁾ de Gomel. Suite à cette visite, une lettre a été adressée au Gouvernement (le 7 mai 1986) avec la proposition d'évacuer les habitants dans un rayon de 100 km autour de la centrale de Tchernobyl et de prendre d'autres mesures de radioprotection.

Une discussion eut lieu au Comité Central, au cours de laquelle N.A. Borissevich et moi avons exhorté le gouvernement de la République de la nécessité d'évacuer les habitants des régions de Biélorussie devenues dangereuses.

Au début de mai, le gouvernement prit la décision d'évacuer les gens vivant dans une zone de 30 kilomètres autour de Tchernobyl. L'évacuation débuta. On commença par emmener les enfants vers des régions non contaminées de Russie.

Pendant une conversation de 2 heures avec N.N. Sliunkov, après mon voyage à Kiev, je lui ai raconté les mesures prises pour la radioprotection en faveur de la population en Ukraine, sur les actions décisives du Président du Conseil des Ministres d'Ukraine Liachko pour l'évacuation des habitants des régions dangereuses autour de Tchernobyl. N.N. Sliunkov m'a rétorqué que lors du Bureau politique du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, le Président du Conseil des Ministres d'Ukraine, Liachko, avait durant 40 minutes demandé l'aide pour la radioprotection de la population ukrainienne et avait reçu un sérieux blâme pour la panique. Par contre, après l'exposé de 15 minutes de notre Président du Conseil des Ministres, M.V. Kovalev, sur la situation en Biélorussie après l'accident de Tchernobyl et l'engagement de la Biélorussie, de remplir toutes ses obligations de livraison de viande et de lait au budget fédéral malgré l'accident, nous avons eu des félicitations. Il a ajouté : "Tu ne comprends pas le moment politique. Qu'advient-il, si nous évacuons des gens, alors que c'était inutile ?" J'ai répondu que je mettrais par écrit ma proposition et que j'étais prêt à en assumer la responsabilité. Le 7 mai 1986, ces propositions étaient envoyées au Comité Central.

Après une séance de nuit du Comité Central où N.A. Borissevich et moi insistâmes sur la nécessité de mesures de protection rapides, on nous a exclus de la séance. Nous avons l'impression de parler à des sourds qui ne nous entendaient pas.

Au Comité Central, l'incompréhension de nos inquiétudes était totale. Nous avons une vision de l'ampleur de l'accident et, nous basant sur l'expérience de l'accident nucléaire de Tcheliabinsk, comprenions quelles conséquences négatives aurait la présence de la population dans les territoires dangereux et pollués du Sud de la Biélorussie.

A la fin de mai 1986, nous avons dressé la première carte de la contamination radioactive du territoire de l'oblast de Gomel. Sur sa base une évacuation complémentaire des habitants a été effectuée des territoires méridionaux de la Biélorussie. A la fin de juin, nous avons établi la carte de la pollution radioactive en Cs₁₃₇ de l'oblast de Moguilev.

En septembre 1986, avec l'accord du Gouvernement de Biélorussie, l'Institut d'Énergétique Nucléaire a envoyé à Moscou (au Ministère de la Santé de l'URSS et au Centre Hydrométéorologique) les cartes de la radiocontamination des régions méridionales de la république non seulement par le ^{137}Cs , mais aussi par d'autres isotopes.

De toutes les régions du Sud de la Biélorussie, parvenaient à l'Institut les produits alimentaires pour contrôle rapide de leur pollution radioactive. A cette époque, les mesures des teneurs en radio-nucléides des aliments étaient mesurées, dans notre Institut, à la chaire de Physique Nucléaire de L'université et dans l'Institut de Physique de l'Académie des Sciences.

A ce moment déjà, le danger principal pour la population était la consommation des produits alimentaires locaux contaminés par les radio-nucléides. Ce danger subsiste encore aujourd'hui, 17 ans après l'accident de Tchernobyl.

Après la levée du secret sur les informations concernant Tchernobyl sur les agissements des administrations de radioprotection de la population, les Biélorusses sont devenus méfiants vis-à-vis de l'information sur Tchernobyl que donnaient les structures d'Etat.

L'écrivain biélorusse Ales Adamovitch, Andreï Dmitrievich Sakharov et le président du Fonds pour la Paix de l'URSS, Anatoly Karpov⁷⁾, m'ont proposé de créer un institut indépendant pour la radioprotection de la population de Biélorussie. Il s'agissait avant tout de donner à la population une information objective sur la situation radiologique après Tchernobyl et sur les mesures possible de radioprotection.

L'Institut de radioprotection "BELRAD" a été créé à partir du centre technique et scientifique Biélorusse Radiomètre.

L'Institut BELRAD a proposé au Soviet Suprême, au Gouvernement de Biélorussie, aux présidents des comités exécutifs régionaux de créer un réseau public de centres locaux pour le de contrôle radiologique des produits alimentaires auprès de la population. Dans de tels centres, implantés dans les écoles ou les conseils de village, les villageois auraient la possibilité de faire déterminer la teneur en radio-nucléides de leurs produits et de recevoir des instructions précises sur leur utilisation sans danger dans l'alimentation..

L'Institut BELRAD a élaboré le dosimètre SOSNY dont la production a eu lieu dans notre Institut et aux usines de construction d'appareils de Gomel, de Borissov et de Retchitsa (on en a produit plus de 300 000).

La mise au point et la fabrication par l'Institut "BELRAD" de plus de 1 000 radiamètres RUG-92 ont contribué à l'équipement des services radiométriques du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (Minselhozprod) et de l'Union républicaine des sociétés de consommation (Belcoopsoyous) par des appareils sûrs et très sensibles pour le contrôle de la teneur des les produits alimentaires en ^{137}Cs .

Un réseau de 370 centres locaux de contrôle radiologique des produits alimentaires de la population (CLCR) fut créé dans l'ensemble de la Biélorussie. Ce programme fut réalisé conformément à un article de la Loi de la République de Biélorussie "De la protection sociale des citoyens victimes de la catastrophe de Tchernobyl". Les premiers 30 CLCR furent financés par le Fonds pour la Paix de l'URSS (d'A. Karpov) et de la Biélorussie (M. Egorov). Le Comité d'Etat de Tchernobyl a désigné l'Institut "BELRAD" comme responsable de la création et de l'exploitation des CLCR et de l'information de la population.

A présent, en raison de la réduction du financement du programme de Tchernobyl, le nombre de CLCR en fonctionnement, soutenus par Comtchernobyl, a été réduit à 56 alors que leur nécessité n'a pas diminué. Le taux de contamination par le ^{137}Cs du lait est le facteur primordial de risque pour la santé de la population, particulièrement des enfants. Selon les données de 2001 du Ministère de la Santé bélarusse,

dans plus de 1 100 villages des régions du Belarus proches de Tchernobyl, le lait contenait plus de 50 Bq/kg⁸⁾ de Cs₁₃₇. Etant donné que plus de 60 % de la dose annuelle d'irradiation interne des enfants provient de leur consommation de lait local contaminé par le Cs₁₃₇, le lait constitue un bon indicateur pour déterminer le degré de sécurité de vie dans les territoires contaminés. Le niveau admissible de la teneur en Cs₁₃₇ de l'alimentation d'un enfant ne doit pas excéder 37 Bq/kg.

Au cours de ces années, furent enregistrés dans la base de données de l'Institut BELRAD plus de 340 000 résultats de mesures de la teneur en Cs₁₃₇ des produits alimentaires locaux. L'analyse de ces données montre que près de 15 % du lait contrôlé dans les CLCR a une teneur en Cs₁₃₇ qui dépasse le niveau admissible (100 Bq/kg) et 80 % des champignons et la viande des animaux sauvages ont une teneur en Cs₁₃₇ dépassant la limite admissible (soit 370 et 500 Bq/kg). Après 17 ans, la part de la contamination par le Cs₁₃₇ ne diminue pas et pendant des décennies encore, la contamination alimentaire de production locale persistera.

Ces dernières années on a constaté dans des dizaines de villages du Bélarus une contamination dangereuse du blé, du lait et des légumes par le Sr₉₀.

Compte tenu des possibilités financières réelles de l'Etat, il faut constater que ni les habitants, ni l'Etat ne sont capables d'assurer la radio-protection de la population du Belarus qui vit dans les territoires contaminés et consomme les produits locaux contenant du Cs₁₃₇ et du Sr₉₀.

L'Institut d'Economie de l'Académie des sciences du Belarus a calculé que sur 30 ans le préjudice économique subi par le pays à cause des conséquences de Tchernobyl s'élevait à 235 milliards de dollars, ce qui correspond à 32 budgets annuels de la République. Et bien que l'Etat dépense chaque année dans divers budgets jusqu'à 20 % du budget annuel du pays pour le programme de Tchernobyl, l'aide à la population des régions touchées est insuffisante (seulement 10 % du nécessaire) et n'assure pas sa sécurité de vie dans les zones contaminées.

Le niveau des revenus des habitants de ces régions est bas, ils ne peuvent pas acheter de nourriture propre et sont obligés de consommer les produits locaux contenant du Cs₁₃₇. Plus de 80-90 % de la dose annuelle de l'irradiation par du Cs₁₃₇ est reçue par les habitants à travers leur alimentation en produits locaux.

L'action chronique de plusieurs années des faibles doses de radioactivité affecte négativement la santé des habitants du Belarus, en premier lieu celle des habitants vivant dans des régions proches de Tchernobyl.

Lors des auditions parlementaires en avril 2002, il a été annoncé que le Cs₁₃₇ avait entraîné des affections en masse de la glande thyroïde chez tous les habitants du Belarus. Environ 10 000 personnes ont subi une opération pour un cancer de la glande thyroïde, y compris plus de 1 800 enfants. On observe une augmentation des malformations congénitales, des maladies des reins et du cœur, ainsi que l'apparition du diabète sucré chez l'enfant et des maladies des poumons.

Il serait logique que le gouvernement du Belarus obtienne du propriétaire de la centrale nucléaire de Tchernobyl (l'Ukraine) du concepteur et fabricant de la centrale nucléaire (la Russie) une compensation à la population du Belarus pour le préjudice nucléaire. Il serait salutaire que le Belarus, un des fondateurs de l'ONU, obtienne la création d'un fonds d'assurance à l'ONU (par exemple via l'AIEA) aux frais des propriétaires des plus de 400 centrales nucléaires dans le monde et des compensations aux victimes de Tchernobyl. Mais rien de cela ne s'est fait jusqu'à présent.

L'aide économique octroyée au Belarus par d'autres Etats est minime. Le Belarus est resté seul avec le malheur de Tchernobyl.

Une aide importante aux victimes de Tchernobyl vient des initiatives de bienfaisance d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne, d'Irlande, de France, de Suisse, d'Autriche, de Belgique, du Japon, des USA et d'autres pays.

Chaque année, près de 60 000 enfants font une cure à l'étranger, environ 200-250 000 enfants en font une au Belarus, mais les autres enfants des régions de Tchernobyl sont privés, ne serait-ce que pour un mois, de la possibilité de partir dans des régions où ils pourraient se rétablir et consommer de l'alimentation non contaminée.

L'Institut BELRAD a établi des contacts avec 25 "Initiatives pour Tchernobyl" qui soutiennent les contacts directs avec les écoles (en tout 911 écoles) et le travail des CLCR.

Depuis 1995, l'Institut diffuse tous les trois mois un bulletin d'information "Suivi de l'irradiation des habitants et de leur alimentation dans les régions de Tchernobyl du Belarus".

Depuis 1996, l'Institut a instauré le suivi des enfants à l'aide d'un spectromètre mesurant le rayonnement humain (SRH) qui permet d'établir quelle est l'accumulation du Cs_{137} dans leur organisme. Dans la période 1996-2002, environ 170 000 enfants ont été ainsi examinés sur SRH. Ces mesures ont montré que seulement 10 à 15 % des enfants sont contaminés à moins de 10-15 Bq/kg. Des niveaux maximum de teneur en Cs_{137} , atteignant 4 000-7 200 Bq/kg dans l'organisme d'enfants, ont été mis en évidence. Les études médicales du professeur E.B. Burlakova et de l'académicien A.V. Yablokov (Russie), du professeur Y.V. Bandazhevsky et du professeur T.A. Birich du Belarus ont révélé que les atteintes pathologiques dans les systèmes vitaux chez des enfants apparaissent à partir d'une concentration du Cs_{137} dans leur organisme d'environ 50 Bq/kg. C'est pourquoi la deuxième tâche importante de l'Institut est le suivi de l'irradiation des enfants dans les régions de Tchernobyl du Belarus et l'établissement de cartes de la radio-contamination des enfants. Dans les 21 raïons⁹⁾ (districts) contaminés, nous suivons 182 villages dans les oblasts de Gomel, Moguilev, Brest et Minsk. Pour ce travail, c'est l'Etat allemand (depuis février 2002, le projet commun "Enfants du Bélarus fortement contaminés" est en cours de réalisation) et le Fonds privé de bienfaisance Mac Arthur de Chicago (USA) qui ont apporté un soutien financier considérable.

Le Comité d'Etat pour Tchernobyl n'a financé qu'une fois, en 2000, la détermination au moyen du SRH des niveaux de concentration en Cs_{137} dans l'organisme des habitants (surtout des enfants) dans 45 villages de l'oblast de Gomel. Pendant ce temps, le ministère de la Santé du Belarus a présenté au gouvernement un nouveau Registre de doses de contamination de la population qui a fait apparaître de faibles doses annuelles, et a proposé de limiter les mesures de radioprotection seulement à 128 000 personnes (alors que dans le Registre précédent plus de 2 millions de personnes étaient concernées).

Les examens directs sur SRH de 5 000 habitants (particulièrement des enfants) dans les 45 villages ont montré que le ministère de la Santé, en utilisant une méthode indirecte de détermination de la contamination de la population par le Cs_{137} dans 10 échantillons de lait et 10 échantillons de pommes de terre (échantillonnage incorrect), a minoré de 6-8 fois la contamination réelle. Ces résultats ont d'abord été rapportés d'abord à la commission interministérielle, et ensuite, lors des auditions Parlementaires en l'an 2000. Il faut mentionner à l'honneur du nouveau directeur qui venait d'être nommé à l'Institut de Médecine des Radialions du ministère de la Santé, le Professeur V.A. Ostapenko, qu'il prit une décision courageuse : il rappela le Registre-2000 du Gouvernement pour révision.

Malheureusement, en été 2002, le ministère de la Santé et la Commission Nationale de Radioprotection de la Population ont soumis une proposition au gouvernement et, le 8 août, le Conseil des Ministres du Bélarus a entériné un nouveau découpage du territoire pour ce qui est du niveau de la

contamination radioactive et 146 villages, exclus de la liste des villages qui se trouvent dans le territoire contaminé, sont déclarés “propres”.

L'indignation des parents et l'appel des habitants des districts de Kalinkovitchi et de Buda-Kochelevsk lancé à l'Institut “BELRAD” sont motivés par le fait que cette décision n'avait pas été prise sur la base d'une étude scientifique détaillée. On n'indique pas à la population de chaque village quelle est la teneur des produits alimentaires locaux et des fruits de la forêt en Cs₁₃₇, on ne donne pas d'information sur la teneur en Cs₁₃₇ de l'organisme des habitants, et plus particulièrement des enfants. Les habitants de cette région observent une dégradation catastrophique de la santé des enfants et c'est cela qui les trouble et les angoisse avant tout.

L'étude de la teneur en Cs₁₃₇ de l'organisme des habitants et des produits alimentaires de ces 146 villages des régions de Tchernobyl est absolument justifiée. Il est indispensable de rechercher les moyens de financer un tel travail. Si de telles études permettent de montrer aux habitants que le niveau de contamination des produits alimentaires locaux par le Cs₁₃₇ est inférieur à 20-30 Bq/kg, que la teneur en Cs₁₃₇ de l'organisme des enfants est inférieure à 15-20 Bq/kg et que la dose annuelle qu'ils reçoivent est inférieure à 0,1 mSv/an¹⁰, alors vivre dans ces localités ne présente pas de danger. Si, par contre, ces seuils sont dépassés, il faudra reconnaître l'erreur et remettre ces villages parmi ceux qui continueront à bénéficier de mesures de radio-protection.

Le principe de la radioprotection consiste à sélectionner un groupe critique (les 10 personnes les plus irradiées) auquel on appliquerait des mesures protectrices telles qu'il ne reçoive pas qu'une dose annuelle supérieure à 0,3 mSv/an. Ce principe se distingue foncièrement des méthodes médicales mises en œuvre pour des études épidémiologiques, où l'on définit une charge moyenne annuelle de dose pour toute la localité. Il est justifié d'accepter de telles données pour estimer le nombre prévisible de malades en fonction de la dose collective d'irradiation. En radioprotection, on applique le principe du groupe critique, où la protection est établie en fonction du groupe social le plus vulnérable (enfants, femmes enceintes, personnes âgées).

L'Institut BELRAD a profité des travaux scientifiques du Centre de Médecine des Radiations d'Ukraine et de l'Institut de Médecine des Radiations du Belarus (N.A. Gres), qui recommandent d'ajouter, 4 fois par an, dans la ration alimentaire des enfants des régions de Tchernobyl, des suppléments pectiques alimentaires additionnés de vitamines. A partir de 1996, l'Institut BELRAD utilisait pour extraire les radio-nucléides de l'organisme des enfants la préparation ukrainienne Yablopect. En collaboration avec le pharmacien allemand, le docteur Jürgen (Munich), l'Institut BELRAD, a élaboré le composé Vitapect, un additif alimentaire à base de pectine et contenant des vitamines et des oligo-éléments et, en 2000, l'Institut a reçu du ministère de la Santé du Belarus le certificat l'autorisant à fabriquer et administrer cette préparation.

Sur mission du Comité Gouvernemental de Tchernobyl, au sanatorium Belarus, un contrôle comparatif de l'efficacité des préparations pectiques Medetopect (France), Yablopect (Ukraine), Vitapect (Institut BELRAD), spiruline et du complexe vitaminé Vitus-iode a été effectué. Pendant 21 jours, les groupes d'enfants recevaient ces préparations deux fois par jour.

Avant et après l'administration de ces préparations, les mesures sur SRH ont montré les réductions de la teneur en Cs₁₃₇ suivantes de l'organisme des enfants :

- après traitement par des préparations pectiques: - 46-49 %;
- après traitement à la spiruline: - 31 -35 %;
- après traitement Vitus-iode : - 23 %;
- dans le groupe de contrôle (enfants n'ayant reçu aucun traitement) : -18 %.

En 2001, une expérimentation en double aveugle «Vitapect» versus Placébo¹¹⁾ conduite selon les standards européens pour vérifier l'efficacité de la préparation pectique «Vitapect» a montré, qu'en 21 jours, le contenu du Cs₁₃₇ dans l'organisme des enfants baissait de 13,9 % après administration du placebo et de 65 % après traitement au «Vitapect» .

En juin 2002, à l'invitation de Monseigneur Philarète¹²⁾ et du Doyen de la Maison de la Miséricorde, l'Institut BELRAD s'est installé dans la Maison de la Miséricorde.

Après le soutien de Monseigneur Philarète, le Conseil Universel des Églises a attribué le soutien financier indispensable pour la création d'un cours donnant aux enseignants des écoles des régions de Tchernobyl des connaissances élémentaires de radioprotection et de défense contre les rayonnements ; ainsi que pour l'achat de l'équipement et l'élargissement de la production de l'additif alimentaire à base de pectine « Vitapect » dans les locaux de la Maison de la Miséricorde.

Tant que les gens vivent sur les territoires pollués par le Cs₁₃₇, il faut leur enseigner les mesures de radioprotection à prendre, ainsi que la manière de minimiser la contamination de leur organisme par le Cs₁₃₇ à travers la consommation des produits alimentaires locaux.

1) Nous utilisons le terme “Biélorussie” pour désigner cette république du temps de l'Union Soviétique et celui de “Belarus” pour désigner le même territoire depuis son indépendance. (NdT)

2) Centrales nucléaires mobiles à uranium hautement enrichi d'une puissance de 700 kW destinées à alimenter les batteries mobiles des forces nucléaires stratégiques de l'Union-Soviétique [NdYL : http://www.dissident-media.org/infonucleaire/proj_fou.html]

3) Le Rem était jusqu'en 1986 l'unité légale d'équivalent de dose radioactive, permettant d'estimer les effets biologiques de la radioactivité. Elle a été remplacée depuis par le Sievert (Sv) : 1 Sv = 100 Rem. 1 microrem = 0,000 001 Rem. Le passage au Sievert après Tchernobyl n'est pas innocent : aider à noyer le poisson [NdYL]. Sievert : unité légale d'équivalent de dose qui permet de rendre compte de l'effet biologique produit par une dose absorbée donnée (symbole Sv). L'équivalent de dose n'est pas une quantité physique mesurable ; on l'obtient par le calcul en multipliant la dose absorbée (exprimée en Gray) par un facteur de qualité dont la valeur dépend de la nature du rayonnement. Quelques ordres de grandeur : · une radiographie du bassin : environ 1,3 millisievert soit 130 millirem ou 130 000 microrem · irradiation moyenne en France : 2 millisievert/an soit 200 000 microrem · dose moyenne reçue par les 135 000 personnes évacuées de la région de Tchernobyl : 120 mSv soit 12 000 000 microrem. Ces informations sont extraites du Dniepr hors série N°14 (p. 16) intitulé “Les champignons de Tchernobyl” (avril 2000) (NdT)

4) La glande thyroïde est avide d'iode. Si on fournit à l'organisme suffisamment d'iode stable (non radioactif) sous forme d'iodure de potassium notamment, la glande se sature de cet iode inoffensif et n'absorbera pas l'iode radioactif qui sera ingéré ultérieurement. Les effets destructeurs de ce dernier sur la thyroïde sont donc évités. (NdT)

5) de Biélorussie

6) L'oblast est une subdivision administrative qui correspond à un département français (NdT)

7) Anatoly Karpov, champion du monde d'échecs, était aussi membre de la Commission des Affaires Etrangères du Soviet Suprême (NdT)

8) Becquerel: unité légale de mesure internationale utilisée en radioactivité. Le Becquerel (Bq) est égal à une désintégration d'un atome par seconde (1 Curie = 37 milliards de Bq était l'unité utilisée jusqu'en 1986). Cette unité représente des activités tellement faibles que l'on emploie habituellement ses multiples : - Le GBq (Giga ou milliard de becquerels), - Le TBq (Tera ou mille milliards de becquerels).

9) Le «raïon» est une région administrative qui correspond à une partie d'un oblast; elle est comparable à l'un de nos districts (NdT)

10) mSv:milliSievert

11) Publié en 2004 par la revue à comité de lecture Swiss Medical Weekly : <http://tinyurl.com/b274eun>

12) Philarète, Metropolitan of Minsk and Sluzk Exarch of Patriarch for all Byelorussia